

WANG JISI

Président de l'Institut des études stratégiques et internationales de l'université de Pékin et professeur à l'École des études internationales, université de Pékin

L'antiterrorisme occupe désormais une place plus importante sur l'agenda intérieur de la Chine, il est placé plus haut sur la liste des priorités. L'an dernier, en novembre 2015, le Congrès du Parti communiste chinois a voté une loi appelée la Loi antiterroriste, qui définit le terrorisme et comporte de nombreuses mesures. De nombreux principes y sont exposés, mais il y a très peu d'informations sur les activités terroristes accessibles au public en Chine, et très peu de couverture médiatique sur ces activités dans d'autres pays, apparemment pour des raisons politiques. Mes informations reposent donc sur des anecdotes que m'ont racontées des amis qui font des recherches dans ce domaine, ou, dans quelques cas isolés, proviennent d'autres sources.

Tout d'abord, ceci n'est pas accessible ou ne fait pas l'objet de discussions publiques. Nous avons constaté, au cours de ces dernières années que certains terroristes suspects avaient quitté Xinjiang pour se rendre dans le Yunnan, une province du sud-ouest de la Chine. Puis de là, ils sont passés illégalement en Thaïlande, pour se rendre au Moyen-Orient. La plupart sont devenus membres d'Al-Qaïda ou de Daech, et les autres ont voulu rentrer en Chine. Cela a beaucoup inquiété les dirigeants chinois, mais nous ne disposons toujours pas d'informations publiquement accessibles à ce sujet. La seule chose que je sais, c'est que la situation sécuritaire dans cette partie de la Chine a empiré au cours de ces dernières années. Les dirigeants chinois ont envoyé leurs émissaires et leurs représentants, notamment un membre du bureau politique du parti communiste chinois au Moyen-Orient et dans les pays voisins comme l'Arabie saoudite, le Pakistan, le Bangladesh et en Birmanie pour discuter de la sécurité et de la coopération entre ces pays et avec la Chine dans la lutte contre le terrorisme.

Cependant, nous ne savons toujours pas très bien ce qui se passe. Le gouvernement chinois fait très attention à ne pas attirer des problèmes de l'étranger. C'est pourquoi en cas d'attentats terroristes, la télévision chinoise ne nomme pas les organisations, comme Daech ou d'autres organisations locales, mais les appelle simplement groupes ou organisations extrémistes, sans préciser leur identité. Nous avons la bonne traduction pour Al-Qaïda, mais pas pour d'autres organisations. C'est fait avec la plus grande prudence.

Quelle est l'action de la Chine dans la lutte contre le terrorisme ? Tout d'abord, nous aidons les réfugiés et les victimes des attentats terroristes, et nous fournissons une assistance humanitaire en Jordanie et ailleurs, mais la participation aux opérations militaires il n'est pas du ressort de la Chine. Nous ne participons ni aux opérations militaires des États-Unis ni à celles de la Russie en Syrie. Des discussions discrètes ont lieu entre personnes, bien sûr, sur un éventuel envoi ultérieur de troupes chinoises pour secourir nos ressortissants ou protéger nos entreprises à l'étranger dans ces points chauds, mais jusqu'ici, aucune intervention militaire n'a eu lieu. Des discussions sont en cours quant à la mise en place d'une sorte de déploiement rapide des troupes, ou quelque chose dans ce goût-là.

Le principe de la Chine est très clair : nous soutenons les gouvernements légitimes de tous ces pays, et la Chine ne tient pas à avoir davantage de Printemps arabes ou tout autre mouvement dont le but est de saper la légitimité des gouvernements ici ou là. L'envoyé spécial chinois au Moyen-Orient, Gong Xiaosheng, a déclaré hier que la Chine voulait être à l'écoute de tous, de tous les gouvernements de la région, et ne souhaitait pas vraiment prendre parti. Nous parlons aujourd'hui du programme « Une ceinture, une Route », et c'est le ministre des Affaires étrangères, pas un autre, qui est chargé de coordonner les différents organismes publics en Chine pour la protection de ses entreprises et de ses ressortissants à l'étranger. À ma connaissance, il y a également des entreprises de sécurité privées en Chine, dont beaucoup sont en service, mais je pense que les pays voisins sont une source de



préoccupation plus importante. Nous parlons parfois du Pakistan, de l'Afghanistan ou de certains États en Asie centrale comme de zones qui devraient nous préoccuper davantage, car une grande partie du programme « Une ceinture, une route » est formée par le corridor économique Chine-Pakistan, qui s'étend de Xinjiang en passant par le territoire occupé du Cachemire jusqu'au port de Gwadar au Pakistan et continue jusqu'au Moyen-Orient.

L'importance capitale de cette route justifie les inquiétudes de la Chine qui, par ailleurs, veut maintenir un bon équilibre dans la dispute opposant l'Inde et le Pakistan sur qui doit être identifié comme organisation terroriste aux Nations unies. Lors de ma visite en Inde, il y a eu une manifestation pacifique contre certaines positions chinoises. Bien sûr, le Pakistan est un grand ami de la Chine, et nous souhaitons préserver ce lien spécial, mais, dans le même temps, nous comprenons les sensibilités de l'Inde et d'autres pays. Voilà ce dont je souhaitais vous faire part aujourd'hui.